

COMMUNICATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS

Maisons-Alfort, le 18 juin 2024

Vous n'êtes pas sans savoir que depuis quelques années, les centres sociaux voient leurs budgets contenus ou bien baisser. **Les centres sociaux associatifs semblent être encore plus fragiles face à ces coupes budgétaires.**

La mobilisation de la fédération nationale, de notre fédération et de tous les acteurs associatifs de l'éducation populaire pour alerter les pouvoirs publics est prépondérante pour prévenir des disparitions de centres dans un délai proche.

Sur 20 centres socioculturels associatifs de notre réseau qui en compte à ce jour 39, **1 a fermé ses portes et 4 sont en grande difficulté** dans les 2 prochaines années.

Sur les structures hors réseau, **3 sont en danger de fermeture rapide**, dont un centre social.

Au-delà des enjeux budgétaires, les structures, et plus particulièrement les associations, sont bousculées. Parfois, par les habitants eux-mêmes, qui vivent des situations difficiles et se présentent avec véhémence auprès du premier acteur de proximité, le centre social ou l'espace de vie sociale. Les structures sont bousculées dans le cadre de leur gouvernance qui est un organe de décision exigeant, chronophage, qui exige de faire un pas de côté pour basculer de l'intérêt individuel vers l'intérêt général.

Les structures sont bousculées également au niveau des relations partenariales.

Les relations avec les financeurs peuvent être également complexes voire compliquées. La posture des centres est souvent un jeu d'équilibriste entre les demandes institutionnelles et l'objectif affiché que le centre soit un « foyer d'initiatives ».

Notre fédération estime que 80% des centres de notre réseau val-de-marnais rencontrent d'une manière ou d'une autre des difficultés qui s'ajoutent aux difficultés de piloter les projets sociaux.

Or la place et l'importance des centres sociaux dans les quartiers n'est plus à démontrer. Les centres sociaux font partie de ces espaces où l'on revendique le dialogue et où tout à chacun peut s'exprimer... espaces précieux dans le contexte que nous traversons.

Rappelons les valeurs fondamentales des centres sociaux : **DIGNITE HUMAINE, SOLIDARITE, DEMOCRATIE**. Ces trois valeurs, partagées dans le réseau, ne sont pas que des mots.

Démocratie... Si nous reprenons la définition de la fédération nationale « **Notre réseau agit pour une démocratie vivante et renouvelée dans laquelle les habitants ont une place, peuvent agir et peser sur les décisions, développer leur pouvoir d'agir en partant de ce qui est important pour eux...** ». Vouloir la démocratie, c'est vouloir une société ouverte au débat et au partage du pouvoir.

Débat... Dialogue... Démocratie participative... engagement civique des citoyen.ne.s doivent pas être que des mots mais une réalité.

L'équipe de la Fédération connaît les particularités de chaque centre du Val-de-Marne, ses atouts, ses fragilités, les accompagne et essaie, quand elle le peut, de mettre les personnes autour d'une même table pour trouver collectivement des solutions.

Il arrive que l'équipe salariée soit uniquement dans une posture d'écoute. Cette posture d'écoute n'est pas plus facile ou confortable. Elle peut être malaisante, insupportable lorsque rien n'est en accord avec les valeurs que nous défendons.

Ce fut le cas cette année pour l'équipe qui a été témoin de moments difficiles, violents pour des salariés, des bénévoles. Outre le rôle de la fédération en tant qu'employeur de préserver ses salariés, ces modes de fonctionnement nous heurtent et nous interrogent.

Comment intervenir ? A quel moment faut-il poser une limite ? La fédération et ses administrateurs s'interrogent de manière continue sur la limite de son action : peut-on interpeller ? Qui interpeller ? A quel moment s'autorise-t-on à dire à un partenaire, à un financeur, nous avons connaissance de difficultés à tel endroit et si sur le fond les raisons peuvent être légitimes, la manière nous interpelle, interpelle les valeurs que les centres sociaux défendent et que les financeurs/partenaires, en apportant leur contribution, s'engagent à respecter.

Souvenons-nous de qui nous sommes : nous pouvons ne pas être en accord, mais **continuons à dialoguer**. Il est inacceptable d'accepter l'inacceptable. C'est pourquoi la fédération souhaite s'exprimer sur les tensions qui pèsent sur certains centres. Il ne peut y avoir d'ingérence dans la vie d'une association par un financeur, un partenaire, qu'elles qu'en soient les raisons. Les valeurs fondamentales des centres sociaux doivent être respectées sur le fond et dans la forme.

Plus que jamais la manière de faire ensemble, la place et le respect des rôles de chacun (les bénévoles, les salariés, les partenaires dont les financeurs) doit être centrale pour que le projet centre social ou EVS aie du sens.

Nous essayons de promouvoir le portage politique de projets par des habitants, ce qui suppose aussi de faire avec les habitants, les salariés, les bénévoles, parfois avec des erreurs et des insuffisances, et il nous semble que rien ne justifie la violence, que nous devrions au contraire chercher à accompagner, former, soutenir, dans un souci d'éducation populaire et de démocratie en action, chacun de notre place.

C'est encore plus dans ces moments que le fédéralisme doit prévaloir et prendre tout son sens.

Le conseil d'administration